



Mobilisation inédite le 28 avril, avant celle du 1er mai:

POUR L'AVENIR DE L'HÔPITAL PUBLIC, GAGNER LE RETRAIT DE LA LOI BACHELOT

C'est grave docteurs?

« ... le Parlement va-t-il voter la loi "Bachelot" qui porte en elle la disparition de cette médecine hospitalière au profit d'une médecine mercantile ? Le maître-mot n'est plus la santé mais la rentabilité. La préoccupation centrale n'est plus le malade mais le compte d'exploitation de l'hôpital. Et les premières victimes en seront les patients et les soignants. (...)

La pensée marchande dont se prévaut cette loi réduit le qualitatif au quantitatif, le malade au tarif de sa maladie. Dans le même temps on organise des suppressions massives et injustifiées d'emplois d'infirmières et d'aides-soignants. ... »

**Extraits de l'appel lancé par
25 professeurs de médecine des hôpitaux publics le 16 avril 2009.**

UNE PROVOCATION!

Le gouvernement vient de faire voter un budget de l'Assistance publique—Hôpitaux de Paris programmant 1200 suppressions d'emplois (700 équivalent temps plein) pour 2009. Supprimer des emplois, dans les services publics en particulier, voilà sa politique, une politique qui nourrit et aggrave la crise!

La loi Bachelot veut mettre en place le cadre pour accélérer ce processus de démantèlement de l'hôpital public, la désorganisation de notre système de soins, au profit des intérêts privés, des groupes privés de «santé». Son passage en force s'accompagne d'une campagne indécente de dénigrement de l'hôpital public.

Mais cela ne prend pas devant les réalités. La mobilisation des personnels rencontre le vécu des patients. **Les manifestations rassemblent de plus en plus largement pour exiger le retrait de la Loi Bachelot et les vraies réformes**, notamment les financements dont l'hôpital public a besoin.

Les médecins sont de plus en plus nombreux à rejoindre le mouvement, suite entre autres à l'assemblée du 24 mars à l'Ecole de médecine et à l'appel de 25 éminents professeurs. Après les naufrages pour le service public des « réformes » précédentes, la tarification à l'activité (T2A), le plan hôpital 2007, **toute la communauté hospitalière sait qu'elle doit s'unir sur le fond.**

Le projet de loi revient en discussion le 12 mai au Sénat. C'est le moment de changer l'ordre des choses.

Le 28 avril, les syndicats de l'AP-HP, plusieurs organisations de médecins, appellent ensemble à manifester.

L'avenir de l'hôpital public est une question d'intérêt général. Dans cette bataille, la défense de l'AP-HP, pôle d'excellence de réputation mondiale, directement menacée dans son statut et sa cohérence par la loi revêt aussi une importance nationale.

Aussi les luttes pour l'hôpital s'inscrivent directement dans la suite des journées nationales de grève contre la politique du pouvoir et du Medef. Les convergences relèvent de l'évidence. Les dangers de « l'autonomie » (en fait de la *dépendance* au privé) sont ainsi les mêmes qu'il s'agisse de l'université ou de l'hôpital.

Le 19 mars, nous avons été trois millions dans les rues, du privé comme du public. Les forces existent pour gagner une autre politique tout de suite.

La manifestation unitaire du 1er mai sera le nouveau point de rassemblement de toutes les luttes, de toutes les colères. Le retrait du projet de Loi Bachelot sera une des premières revendications.

Communistes des hôpitaux, des entreprises et des quartiers, nous mettons nos propositions, notre action au service de cette perspective d'alternative immédiate, partant du mouvement populaire.

CONTRE LA LOI BACHELOT: ANALYSE ET PROPOSITIONS:

Depuis le Plan Juppé de 1995, les gouvernements successifs organisent la pénurie de moyens pour l'hôpital public. Les fermetures de lits, de services et d'hôpitaux de proximité, les suppressions de poste n'ont cessé de dégrader les conditions de travail et de fonctionnement, de saper les bases du pilier du système de santé national.

Le projet de loi Bachelot « Hôpital, patients, santé, territoires » et la politique du gouvernement passent à une nouvelle étape.

- 20.000 postes de fonctionnaires hospitaliers seraient supprimés d'ici 2012. S'il y a bien un secteur où il ne faut pas supprimer d'emplois !

- De nouveaux hôpitaux généraux vont être conduits à fermer avec la définition de « territoires de santé » dans lesquelles ne subsistera à terme qu'un hôpital public.

- Le projet de loi poursuit la transformation de l'hôpital public en entreprise avec des objectifs de rentabilité financière, des praticiens rémunérés au rendement... Cette logique conduit les hôpitaux publics à la faillite parce que la « rentabilité » financière est incompatible avec ses missions sanitaires de service public pour lesquelles le gouvernement rationne les financements avec une tarification arbitraire des actes (« tarification à l'activité »).

- Le projet de loi organise une concurrence déloyale entre le secteur public et le secteur privé.

Au sein des « agences régionales de santé » qu'il veut instituer, les moyens du public profiteront au privé mais le privé n'a pas les obligations du public en termes de recherche, de formation, d'accueil de tous les patients, de prise en charge des pathologies lourdes...

La part du privé dans les actes chirurgicaux courants est déjà passée en 10 ans de 30 à 60%. Le dénigrement systématique de l'hôpital public par le gouvernement lui-même vise aussi à accroître les « parts de marché » de ceux qu'il sert.

Transformer toujours plus l'accès aux soins en source de profits pour les capitalistes voilà le vrai visage de la politique du pouvoir.

Aux Etats-Unis, la santé marchandisée coûte au pays 15% du PIB contre moins de 10% en France où la qualité des soins et l'espérance de vie sont bien supérieurs. Ce gâchis financier s'en va s'envoler en bourse, aux dépens des patients, des soignants,

mais aussi du pays et de son économie réelle.

Des prédateurs comme la Générale de santé, premier groupe de cliniques privées en France, côté en bourse, sont aux aguets. Ses profits ont doublé en 2008 à 87,2 millions d'euros, dont une large part reversé aux actionnaires.

La crise « financière » fait la démonstration aux yeux de tous de la nocivité de ces choix.. Le rapport de force existe pour défendre et reconquérir notre système de santé et l'hôpital public qui en est le cœur.

Les moyens financiers existent ! Rendons les à l'hôpital!

Le sous-financement de l'hôpital public est estimé à 800 millions d'euros par an.

Comparons ce chiffre aux 33 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales patronales qui sont pour la plupart allés alimenter les profits des grands groupes capitalistes ! Rendez à la Sécurité sociale, à l'assurance maladie, à l'hôpital l'argent qui leur revient, celui du travail, la part socialisée des salaires que représente la cotisation sociale !

Comparons ce chiffre aux 25 milliards d'euros d'argent public déjà accordés aux banques privées pour renflouer leurs placements douteux.

Plus d'argent public pour le secteur privé lucratif !

Exigeons l'arrêt immédiat de toute activité libérale à l'hôpital public, ainsi que tout dépassement d'honoraire !

Exigeons l'arrêt de tout versement de fonds publics au secteur privé lucratif et l'interdiction de la cotation en bourse d'une structure de soin.

Partout dans le pays, des mobilisations se construisent pour défendre l'hôpital.

Des semaines, des mois pour obtenir un rendez-vous, des urgences saturées, des hôpitaux de plus en plus éloignés, des soins de plus en plus mal remboursés : la colère monte.

En Ile-de-France, le démantèlement programmé du statut de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, inclus dans la loi Bachelot, fait peser une menace supplémentaire sur une institution de soin et de recherche d'excellence, reconnue au niveau mondiale et sur ses agents.

Adhérez au PCF ! Faites le choix de la lutte!

Faire vivre et renforcer le PCF pour rompre avec la politique du capital.

NOM:.....Prénom.....

Adresse:.....

Téléphone/Courrier électronique:.....

RENVOYER A PCF 15, 130 rue Castagnary, 75015 PARIS, Tél: 01 48 28 60 05; pcf15@wanadoo.fr

<http://pcf-paris15.over-blog.com/>